

(BOUIRA)

des misères

nous dira encore Salah qui précise qu'à l'époque et selon ses parents, ces maisons étaient considérées comme des villas : des maisons construites en toub avec des épaisseurs de 60 cm et qui possédaient toutes les commodités avec chambres séparées, cuisine, toilettes, etc. Plus loin, de l'autre côté du village, il y a également une autre cité de regroupement appelée El Hamra.

Là aussi, et malgré certains signes de développement avec surtout ces villas érigées durant les années 1990 de part et d'autre de la route, des dizaines de familles vivent encore dans les maisons précaires. La cité coloniale subsiste toujours.

«Au début, lorsque nous avons répertorié les besoins, nous avons retenu le principe d'opérations-tiroirs. Il était convenu qu'au fur et à mesure que des familles sont recasées sur un site préalablement choisi, leurs demeures seront immédiatement démolies pour dégager du terrain et construire sur place de nouvelles maisons devant abriter des familles habitant le voisinage, lesquelles familles céderont à leur tour leurs demeures qui seront démolies pour en créer de nouveaux espaces à construire et ainsi de suite jusqu'à l'éradication de tout le site. Malheureusement, comme dans notre pays il y a toujours des mais, l'opération n'a pas été respectée puisque dès les premières réalisations, des étrangers au site ont pris quelques logements et de fait les espaces à dégager pour construire de nouvelles bâtisses étaient insuffisants et ce fut le blocage.»

Yakhlef Mohamed, qui nous racontait cette genèse, est l'ex-président du comité de la cité. Il a été pendant plusieurs années directeur du CEM du village qui a été classé d'ailleurs deuxième à l'échelle de la wilaya en 2010 puis premier en 2011, avant d'être promu inspecteur général au niveau de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj. Il raconte avec amertume ces péripéties mais surtout les scènes de désolation auxquelles il avait assisté durant les dernières intempéries où le village fut totalement isolé.

Après ces blocages et ne voyant rien venir, des familles qui ont longtemps attendu ont commencé à construire sans aucune autorisation. Plusieurs constructions illicites ont vu le jour surtout de la part de ceux dont les moyens financiers le leur permettent.

Ainsi, si au niveau du site de Chaâbet, la désolation est largement visible avec un site homogène dans sa misère et son dénuement, il n'en est pas de même pour El-Hamra où, çà et là, sont érigées de

nouvelles maisons et même certaines villas de plusieurs étages qui contrastent avec la misère régnante dans le bidonville situé juste derrière. Des villas qui cachent la réalité vécue par des centaines de familles au niveau des deux sites. Des familles dont les enfants, devenus des hommes et des femmes, vivent toujours dans une même pièce ; des familles pour lesquelles ne subsiste aucune intimité entre leurs membres, des familles dont les enfants, comme ce petit Youcef, 12 ans, n'ont d'autre rêve que celui d'avoir une maison décente...

Quelle solution pour le village ?

«La solution est là. Nous l'avons depuis longtemps proposée aux responsables. Il suffit de dégager un terrain sur les hauteurs et il existe et construire des logements qui devront revenir aux familles vivant dans ces bidonvilles.

Ensuite, une fois ces familles auparavant répertoriées, recasées, leurs anciennes maisons seront démolies et des assiettes de terrain seront libérées pour construire sur place de nouvelles maisons. Ce sera l'opération-tiroir mais bien organisée et sans tricherie aucune», devait nous dire Yakhlef qui ne désespère pas de voir le village renaître de ses cendres et devenir, pourquoi pas, l'attraction des touristes dans l'avenir.

Du côté de Chaâbet, la solution existe également, selon nos interlocuteurs. «Il y a deux endroits situés du côté ouest du village. Le domaine Hocine et la ferme Moussa Ouail. Si l'Etat venait à nous construire des logements dans ces deux endroits, je vous assure que nous allons rajeunir tant la vue et le climat en sont idylliques», dira Salah.

Quid des promesses du wali ? «Au début, croyez-moi, nous avons cru en ses promesses. Nous y avons vu un véritable messie. Il a été sincère dans ses émotions très apparentes sur son visage. Il avait pris des décisions sur place. Mais, plus tard et avec des problèmes qui avaient surgi, nous l'avons même rencontré dans son bureau au siège de la wilaya mais sans résultat», dira Snouci Mohamed, l'un des citoyens les plus actifs au niveau du village mais qui s'est vu traîner en justice par l'APC quand lui et d'autres villageois avaient fermé le siège de l'APC pour protester contre l'exclusion des villageois des logements qui avaient été construits au niveau du chef-lieu de l'APC et qui leur étaient initialement destinés. L'affaire suit toujours son cours au niveau de la justice et le village vit toujours le même problème...



«Ici nous manquons de tout et nous ne voterons pas»

Enfin, et c'est parce que le village compte plus de 8 000 âmes, plus peuplé que le chef-lieu Djebbahia, et dont la majorité sont des jeunes, le chômage endémique touche de plein fouet cette catégorie comme partout ailleurs et cela, quand bien même le complexe d'eau minérale y est là comme un ultime refuge pour beaucoup de pères de famille qui y travaillent.

Des jeunes diplômés ou non, pullulent et chôment. Ils vivent leur misère dans la dignité. «Vous savez, il y a des jeunes qui ne peuvent pas se permettre une cigarette de Rym, mais ils acceptent cette situation d'une manière digne. Je suis venu ici en 1996 et je peux vous assurer que le village est resté attaché aux valeurs de la République même au plus fort moment du terrorisme», dira toujours l'ex-président du comité de cité avant de poursuivre : «Vous savez, ces jeunes sont calmes et acceptent leur sort avec résignation. Jusqu'à quand leur patience tiendra-t-elle ? Je ne saurais vous le dire.

Ce qui est sûr, c'est que leur patience a nécessairement une limite et l'Etat devra penser rapidement à leur cas avant qu'il ne soit trop tard.»

D'ailleurs, des prochaines élections législatives, personne à Ben Haroun ne veut entendre parler.

Salah, Mohamed, Houari, sont des jeunes et des pères de famille qui ont tous grandi dans ces lieux miséreux où les plus élémentaires notions de vie décente n'existent pas.

Ils en veulent aux responsables et surtout aux élus. Et justement, au sujet des élections législatives prochaines, ils en

parlent. Houari, jeune chômeur de 24 ans qui vit avec ses quatre frères et sœurs et ses parents dans une de ces cabanes est catégorique : «Je ne voterai pas et je ne laisserai personne s'approcher de ce village pour faire sa campagne», dira-t-il. «Tu sais pourquoi ? Eh bien parce que tous ceux qui sont déjà passés par là nous ont inondé de promesses mais sans jamais rien réaliser. Et personne ne peut imaginer ce que nous endurons !

Pour changer un pantalon, je dois inviter mes parents et tout le monde à sortir.» Un peu plus loin, des enfants jouent dans la rue. Les divertissements sont inexistantes au village. Surtout du côté de Chaâbet. En ces lieux au terrain abrupt, les aires de jeux sont difficiles à glaner. De là à suggérer une salle omnisports ou un autre lieu de loisirs... Les enfants et les jeunes du village de Ben Haroun pourront toujours attendre.

Et... méditer. Les lieux en sont un parfait site d'inspiration...

Y. Y.

MOSTAGANEM

La nouvelle gare routière bientôt opérationnelle

La ville des Mimosas vient d'être dotée d'une nouvelle infrastructure. Il s'agit d'une gare routière répondant aux normes requises et surtout à toutes les exigences des transporteurs et voyageurs.

La nouvelle gare routière est située à la sortie nord de la ville, sur la RN 23.

La réalisation de cette infrastructure s'est faite en deux années et le résultat est assez impressionnant.

Sa surface initiale s'étend sur 5 000 m² avec un terrain d'extension de 14 192 m² dont 1 993 m² bâtis.

En phase d'exécution de réception finale, ce projet vise à consolider les infrastructures existantes de ce secteur, l'agence routière actuelle située sur la sortie ouest de la ville s'avère exiguë, eu égard au nombre croissant des voyageurs et de sa capacité actuelle qui est de l'ordre de 1 000 bus et 1 510 taxis.

Dorénavant, cette gare n'assurera que les liaisons intercommunales. Pour le moment, la gestion de la nouvelle gare n'est pas encore définie mais il reste possible que ce soit la société Sogral qui en sera chargée.

A. B.

SÉTIF

L'ETUS honore ses chauffeurs

Louable initiative que celle organisée, samedi, par l'Entreprise publique de transport urbain de Sétif (ETUS) en présence des cadres supérieurs du ministère des Transports, qui consistait en la remise de distinctions aux meilleurs chauffeurs de bus de l'année 2011, et ce, à l'occasion du 4^e anniversaire du démarrage de l'activité de cet établissement.

«Au nom de tout le personnel de l'ETUS, je tiens à féliciter les chauffeurs qui se sont distingués. Je veux aussi les remercier car ce sont eux qui sont le contact direct avec la clientèle et, encore

cette année, ils prouvent que la sécurité et la courtoisie sont des valeurs fondamentales à l'ETUS», a souligné M. Zaïd, directeur général de l'entreprise.

L'ETUS reconnaît l'excellence dans l'exercice de la fonction de chauffeur depuis 2008, le programme en est à sa quatrième année. Le but recherché par le programme est de favoriser la culture du dépassement de soi et de susciter la mise en place de plans d'action visant à mobiliser et soutenir les chauffeurs à améliorer leur performance.

Aussi et c'est à ce titre que l'année 2011 a été marquée par une diminution

remarquable de 20% des accidents de la route dont les chauffeurs de l'ETUS étaient fautifs, résultat de la formation dispensée à l'École nationale d'application des techniques des transports terrestres au profit des chauffeurs notamment en matière de sécurité routière. Les lauréats 2012 couvrent l'année 2011, puisque la performance des chauffeurs est mesurée chaque année. Ces derniers ont été évalués dans plusieurs volets, notamment ponctualité et respect des horaires, service à la clientèle, sécurité routière, assiduité et présence au travail.

I. S.